

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
17 octobre 2016
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 2^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 4 octobre 2016, à 15 heures

Présidente : M^{me} Mejía Vélez (Colombie)
puis : M. Glossner (Allemagne)
puis : M^{me} Mejía Vélez (Colombie)

SommairePoint 28 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- a) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)
- b) L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-17121X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 heures.

Point 28 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*) (A/71/188)

- a) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille** (*suite*) (A/71/61-E/2016/7 et A/71/214)
- b) L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action** (*suite*) (A/71/177)

1. **M^{me} AlFassam** (Koweït) dit que malgré les mesures prises et en dépit des progrès réalisés dans la suite donnée au document issu de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs de développement pour les personnes handicapées, de nombreux obstacles demeurent, et avant tout le manque de données. Pour protéger et aider les personnes handicapées, le Koweït a créé une administration chargée des affaires des handicapés, dont l'une des principales missions est de mener des enquêtes sur le sujet et d'établir des bases de données. Le Koweït accorde une formation, des moyens d'éducation et des possibilités d'emploi aux personnes handicapées et facilite leur accès à des moyens d'existence durables et à un vaste ensemble de services. Son pays n'épargnera aucun effort pour assurer leur pleine intégration dans la société, conformément à Kuwait Vision 2035.

2. En 2016, le Koweït a promulgué une loi accordant aux personnes âgées une allocation mensuelle et la gratuité des soins de santé. La loi prévoit aussi que les orphelins doivent recevoir une allocation et une éducation. En fait, tous les enfants au Koweït, garçons et filles, citoyens ou résidents, ont droit à l'enseignement gratuit. Mme AlFassam appelle la communauté internationale à assumer la responsabilité commune de promouvoir le bien-être de tous les peuples du monde dans l'esprit des objectifs de développement durable.

3. **M^{me} Huttunen** (Finlande), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que les migrants et les réfugiés sont surtout des jeunes. Soulignant qu'il faut leur offrir de meilleures possibilités d'éducation et d'emploi, comme le reconnaît la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants (A/71/L.1), elle demande qu'on fasse une place plus large à

l'enseignement professionnel et à la formation à l'entreprise. Un meilleur accès à l'éducation et à l'emploi aidera également à lutter contre la marginalisation et la radicalisation des jeunes. Pour améliorer leur sentiment d'insertion et d'appartenance, il faut les mettre en mesure de participer à des activités sportives et récréatives, car c'est un moyen de renforcer le sentiment de communauté et de pleine participation au processus de décision. Les jeunes doivent être reconnus comme des agents de changement positif.

4. Les jeunes pousses et l'esprit qui les anime ont le potentiel de changer le monde; en fait, elles ont déjà un impact important. Ces entreprises, souvent dirigées par des jeunes, ont besoin d'investisseurs qui croient en elles.

5. Un nationalisme étriqué, le racisme et l'extrémisme violent sont en plein essor. Partout, les dirigeants doivent donner l'exemple en condamnant toutes les formes de discrimination raciale, de violence et de discours incendiaires. Le respect des droits de l'homme est fondamental, même et surtout dans les temps difficiles.

6. **M^{me} Joubli** (Suisse) dit que la Suisse a lancé une initiative dont le but est d'élargir l'accès des femmes et des personnes âgées au marché du travail. Reposant sur une étroite coordination entre les entreprises, les pouvoirs publics et les syndicats, ainsi qu'entre les diverses administrations, cette initiative est conçue pour améliorer les qualifications professionnelles, concilier le travail et la vie de famille, maintenir les travailleurs âgés plus longtemps dans l'emploi et lutter contre la pénurie de main-d'œuvre par l'innovation.

7. **M. Penseyres** (Suisse), parlant en sa qualité de délégué de la jeunesse, dit que le chômage, la pauvreté, le manque d'accès à l'éducation et des perspectives limitées font que les jeunes sont vulnérables à la propagande de haine. Pour s'assurer qu'ils peuvent trouver un emploi, la Suisse privilégie une éducation de qualité et une formation en cours d'emploi. Pour encourager l'insertion sociale et inculquer des valeurs essentielles et le sens des responsabilités, elle soutient les activités extrascolaires et les organisations de jeunes. En effet, un système de valeurs bien ancré est le meilleur moyen de se protéger contre l'endoctrinement. La promotion des valeurs telles que la démocratie, le civisme et la solidarité chez les jeunes doit donc être une priorité internationale.

8. **M^{me} Mircheva** (Bulgarie), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que l'énorme potentiel que représente sa génération pourrait être valorisé en assurant une participation égale des jeunes à tous les niveaux de décision. Selon une enquête menée par des délégués de la jeunesse bulgare, les jeunes, dans son pays, perçoivent une étroite corrélation entre les faibles niveaux de participation des jeunes et l'absence d'une éducation et d'emplois de qualité. Ils considèrent qu'une éducation de qualité est la condition d'une véritable participation à la vie sociale et économique et apprécient de plus en plus les avantages de l'éducation non scolaire. Elle engage les gouvernements à reconnaître l'intérêt de l'éducation non scolaire, à développer des systèmes de validation de celle-ci et à assurer un soutien et un financement aux principaux fournisseurs de cette éducation, en particulier les organisations de jeunes ou dirigées par des jeunes.

9. **M^{me} Tsoleva** (Bulgarie), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que les jeunes vulnérables et marginalisés sont ceux qui sont le plus exposés au chômage. En sa qualité d'assistante sociale travaillant avec des personnes handicapées, elle voit dans l'entrepreneuriat social une force majeure d'intégration des personnes handicapées dans le marché du travail et la société dans son ensemble. Elle appelle la communauté internationale à encourager et à soutenir l'entrepreneuriat social parmi les jeunes, qui ont souvent les meilleures solutions aux problèmes qui les affectent directement. Les jeunes peuvent et doivent être des agents de changement aux niveaux local, national et mondial.

10. **M^{me} Brooke** (États-Unis d'Amérique) dit que l'exclusion sociale a un impact sur l'émancipation politique, la santé publique et le bien-être économique. Les États-Unis sont attachés à l'objectif d'éliminer l'exclusion sociale et la discrimination dans le pays et par la politique étrangère. Les États-Unis travaillent avec d'autres pays pour garantir que les instruments et programmes internationaux récemment adoptés pour le développement font la place voulue aux personnes handicapées, aux personnes âgées et à d'autres groupes souvent marginalisés. Il est essentiel d'inclure la société civile dans les débats sur l'inclusion sociale, le développement social et les droits de l'homme, notamment en donnant à ses représentants l'accès à la Troisième Commission et aux autres enceintes des Nations Unies.

11. Son gouvernement travaille à la promotion de l'alphabétisation des filles, première étape importante à la poursuite des études. Les pays où une plus grande proportion de filles vont dans un établissement scolaire secondaire ont généralement des taux de mortalité maternelle et infantile moins élevés, de moindres incidences du VIH et du sida, et une meilleure nutrition infantile.

12. **M^{me} Yparraguirre** (Philippines) dit que les personnes handicapées ont toute leur place dans la société philippine. La Charte des personnes handicapées, adoptée dans son pays 10 ans au moins avant l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, a été modifiée en mars cette année pour élargir les prestations et les privilèges des personnes handicapées. D'autres lois prévoient l'établissement d'un bureau des personnes handicapées dans chaque province, ville et municipalité, réservent des emplois à des personnes handicapées dans toutes les administrations et interdisent le dénigrement de ces personnes. Le programme philippin de gestion des risques de catastrophe fait des personnes handicapées un groupe vulnérable requérant des soins particuliers, et ce programme aligne ses systèmes de collecte de données sur les règles internationales pour tenter d'éliminer le manque de données.

13. Pour rendre le lieu de travail plus accueillant, les Philippines ont récemment adopté une loi réprimant la discrimination en fonction de l'âge dans l'emploi. Les Philippines ont également renforcé la loi encourageant l'emploi des étudiants. Elles restent attachées à l'idée de permettre aux groupes marginalisés et vulnérables de contribuer au développement national et d'y participer.

14. **M. Chauhan** (Inde) dit que malgré les progrès réalisés dans certaines parties du monde, des millions de personnes dans les pays en développement demeurent des laissés-pour-compte. La réalisation intégrale des droits de l'homme pour tous, notamment du droit de tous les peuples au développement, suppose un cadre institutionnel et des réformes structurelles touchant les trois volets du développement durable.

15. La priorité absolue de son gouvernement est d'éliminer la pauvreté, en particulier dans les zones rurales, en aidant les groupes vulnérables à se prendre en main et en créant une infrastructure sociale et physique. L'Inde applique des principes de transparence à l'administration en ligne de son

programme de transfert en espèces, le plus important au monde; 50 % des bénéficiaires de ce programme sont des femmes rurales. Elle applique une formule tendant à garantir l'accès aux services financiers, et son projet d'attribution à chacun d'un numéro d'identité national devrait permettre de dispenser directement des prestations financières et autres, éliminant ainsi les intermédiaires et la corruption. Ayant réalisé l'universalité de l'enseignement primaire, l'Inde réfléchit aux moyens d'améliorer la qualité de l'éducation, en particulier pour les filles. Son pays applique une politique visant à répondre aux besoins des personnes âgées, et il a adopté des lois assurant l'égalité des chances et la participation sociale des personnes handicapées. Des initiatives de création d'emplois à l'intention des jeunes et des dispositifs de microcrédit et autres encouragent l'esprit d'entreprise chez les jeunes, les femmes et les membres des autres groupes vulnérables. Une campagne d'assainissement rural a éliminé la défécation en plein air dans plus de 70 000 villages et des interventions sanitaires ont amélioré l'espérance de vie et réduit sensiblement les taux de mortalité infantile et maternelle.

16. Les nations doivent coopérer pour éliminer le terrorisme et les menaces extérieures qui pèsent sur la paix car les conflits et la pauvreté sont étroitement liés. L'équité et l'unité entre les nations et le respect de la diversité sont des conditions essentielles du développement durable.

17. **M. Estreme** (Argentine) dit que des politiques économiques ne peuvent produire des changements profonds et durables en l'absence d'un élément visant l'inclusion sociale. Le développement social doit être considéré comme un processus de transformation conduisant à la réalisation intégrale des droits économiques, politiques, sociaux, civils et culturels de tous, et ainsi, d'une société à l'abri de la discrimination, des stéréotypes, des préjugés et de l'inégalité.

18. Conscient de la complexité du problème de la pauvreté et de l'émergence de formes nouvelles de vulnérabilité, son gouvernement a adopté l'objectif d'une élimination complète de la pauvreté. Il cherche à aider les gens à résoudre les problèmes qui se posent à chaque étape de la vie de l'individu et des membres de sa famille, depuis la prime enfance jusqu'au grand âge, en tenant compte des différences entre les régions et entre des groupes historiquement désavantagés que sont les femmes, les populations autochtones, les

personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes).

19. **M. Sandoval Mendiola** (Mexique) dit que le moment est venu de rendre l'ordre du jour de l'Assemblée générale mieux adapté aux besoins des États Membres et de s'assurer que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Forum politique de haut niveau sur le développement durable travaillent bien de concert. En d'autres termes, dans l'intérêt de la cohérence et de l'efficacité, la structure et les méthodes de travail du système des Nations Unies pour le développement doivent être adaptées de façon à refléter le contenu du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

20. La Commission doit aussi adapter son programme de travail au nouveau paradigme. De même, le Conseil économique et social doit éliminer la Commission du développement durable, qui est devenue sans objet, et mettre l'accent sur le Forum politique de haut niveau. Comme l'a indiqué l'équipe indépendante de conseillers, la réforme structurelle s'impose de longue date.

21. Le Mexique considère l'inclusion économique et sociale comme la condition de la prospérité, et sa stratégie nationale d'inclusion a eu un effet bien réel sur le bien-être des Mexicains. Sa délégation est heureuse de signaler qu'elle comprend quatre jeunes délégués représentant les 37 millions de jeunes Mexicains. Par ailleurs, les personnes âgées représenteront bientôt 15 % de la population mexicaine. Le Mexique reconnaît et protège les droits des nombreux types de famille existant dans la société mexicaine.

22. **M. Vetter** (Autriche), parlant en sa qualité de délégué de la jeunesse, dit que les nombreuses préoccupations des jeunes montrent assez la nécessité d'assurer leur participation. Beaucoup de pays ont récemment créé des organismes ou des dispositifs permettant aux jeunes de s'exprimer. Mais trop souvent, involontairement ou volontairement, les jeunes continuent à se tenir à l'écart de la vie politique et des décisions : involontairement, car les lois sont faites par des personnes qui considèrent que l'expérience est une condition préalable d'une action positive ou volontairement, parce que certains jeunes considèrent qu'il est inutile d'aller voter. Les jeunes ont pourtant un enjeu dans l'avenir, et toute politique à

courte vue serait menée à leurs dépens. La communauté internationale, pour assurer l'équité intergénérationnelle, devrait permettre aux jeunes de s'exprimer plus largement sur les questions qui les touchent le plus. À ce sujet, il estime que les autres délégués représentant la jeunesse devraient inciter leur pays à abaisser à 16 ans l'âge où l'on peut voter, comme l'a fait l'Autriche.

23. **M. Sobral Duarte** (Brésil) dit qu'au cours des 25 dernières années, on a vu se produire des améliorations appréciables du développement social qui, dans une large mesure, s'expliquent par les progrès réalisés dans les pays en développement comme le Brésil. Cependant, la poursuite de ces progrès dépendra de la réaction aux problèmes tels que l'inégalité des revenus et le chômage. Le nombre de travailleurs mal payés ou occupant des emplois précaires a en fait augmenté depuis 1995. Le Brésil demeure désireux de renforcer son réseau de protection sociale, qui comprend des prestations en espèces, et il continue à lutter contre l'extrême pauvreté en dépit de la récession économique. Les autorités brésiliennes envisagent aussi d'améliorer l'efficacité et la couverture du système de santé publique et du système d'éducation par des partenariats public-privé. Grâce à des décennies d'investissement dans l'éducation et dans les programmes de prestations familiales, le Brésil a pratiquement éliminé l'analphabétisme des 15-19 ans. Son gouvernement considère les droits de la population handicapée comme une priorité de premier plan et envisage de reproduire au niveau national les pratiques optimales mises au point localement en matière d'accessibilité et d'inclusion. Le Brésil accueille avec satisfaction le rapport sur la réalisation et le suivi des objectifs de l'Année internationale de la famille (A/71/61-E/2016/7) ainsi que la nomination du premier expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination reposant sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle.

24. Contrairement à ce qu'on croit généralement, d'abondantes recherches universitaires montrent que les migrants ont un effet positif sur les pays de transit et de destination. La crise des migrants et des réfugiés illustre l'interdépendance des droits de l'homme, du développement social et de la paix. Par ses délibérations, la Commission devrait ne pas oublier les énormes difficultés qui se présentent encore et qui ne peuvent être éliminées que par une coopération et une solidarité plus profondes.

25. **M^{me} Guerra Rodríguez** (Cuba) dit que le développement social demeure une chimère pour des millions de gens. Les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté sont inégaux et les inégalités sociales et économiques ont dans certains cas empiré. Les pays du sud continuent à être les plus durement touchés par un ordre économique et social international injuste et non viable qui compromet les engagements pris dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. De plus, les États Membres consacrent des milliards de dollars chaque année à des dépenses militaires sans pour autant honorer les engagements pris en matière d'aide publique au développement ou financer une coopération authentique nouvelle et prévisible.

26. Elle souligne qu'il faut suivre des politiques publiques durables et inclusives s'appuyant sur le rôle central de l'État dans le développement social. Cuba s'efforce d'appliquer les objectifs de développement durable en s'appuyant sur l'autorité morale que lui confère la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en dépit du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis pendant plus de 50 ans. À Cuba, plus des deux tiers du budget de l'État vont au développement social. Cuba a réussi à réduire au maximum les taux de mortalité infantile, qui sont parmi les plus faibles du monde, et à porter à 78 ans l'espérance de vie des habitants. Cuba est également parmi les premiers pays à avoir éliminé la transmission de la mère à l'enfant du VIH et de la syphilis congénitale. Cuba s'attaque au problème du vieillissement de la population et a éliminé l'analphabétisme. En outre, Cuba continue à accorder une assistance coopérative à d'autres pays en développement et à dispenser une formation médicale à des milliers d'étudiants étrangers.

27. **M. Hilale** (Maroc) dit que malgré de nombreuses statistiques prometteuses, il existe toujours des raisons de vive inquiétude. La pauvreté a augmenté dans certaines régions et les inégalités de revenu et de richesse se sont aggravées dans d'autres. L'extrême pauvreté persiste. Le nombre d'États fragiles a augmenté et certains se sont même effondrés face aux catastrophes climatiques ou aux conflits. Le terrorisme et l'extrémisme violent menacent beaucoup de pays. Sa délégation continuera donc à encourager tous les acteurs à se demander ce qu'implique le

développement social et comment le réaliser pour le profit de tous.

28. Le Maroc continue sa démocratisation, renforce le système de défense des droits de l'homme et poursuit ses réformes politiques, économiques et sociales. Lancée en 2005, une initiative nationale de développement social a beaucoup réduit la pauvreté, la marginalisation, l'exclusion et l'analphabétisme, ainsi que les disparités économiques régionales. Pour réaliser une société sans exclusion, participative et pleinement régionalisée, le Maroc a régulièrement consacré plus de la moitié de son budget national à des programmes sociaux. Grâce à des investissements massifs dans l'exploitation des sources d'énergie renouvelables, il se trouve au neuvième rang dans le monde pour ce qui est de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

29. **M. Logar** (Slovénie) dit que l'âgisme est très courant dans le monde et contribue à l'exclusion économique et sociale des personnes âgées. Pour le combattre, la Slovénie a récemment adopté une législation condamnant expressément la discrimination en fonction de l'âge. Les personnes âgées se heurtent à un ensemble de problèmes que ne permettent pas d'aborder systématiquement les mécanismes existants de défense des droits de l'homme. La communauté internationale doit reconnaître et résoudre ces problèmes soit en renforçant le cadre existant, soit en rédigeant un nouvel instrument international. La Slovénie élabore une stratégie nationale visant une société qui vieillit et pour cela consulte tous les acteurs, notamment des représentants des personnes âgées. Cependant, les directives nationales seraient sensiblement renforcées par des normes internationales adéquates.

30. **M. Šiler** (Slovénie), parlant en sa qualité de délégué de la jeunesse, dit que l'objectif de développement durable 8 sur le travail décent et la croissance économique est d'importance particulière pour les jeunes. Le chômage n'est qu'un aspect du problème. En Slovénie, et en Europe en général, la plupart des jeunes qui sont employés ont des emplois à temps partiel ou précaires. Or, de longue date, les jeunes se sont révélés de précieux agents de changement. Ils souhaitent et méritent l'occasion de montrer leurs compétences, leurs connaissances, leur talent et leur sagesse.

31. **M^{me} Solórzano-Arriagada** (Nicaragua) dit que la réalisation des objectifs de développement durable devrait reposer sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, qui devrait rendre possible la transformation de l'ordre économique mondial, établir un nouveau modèle économique et financier et créer de nouveaux modes viables à terme de production et de consommation. Plusieurs États travaillent déjà à la réalisation d'un développement social inclusif, tout en se trouvant aux prises avec des mesures et des plans déstabilisateurs; ils devraient pouvoir avancer à l'abri de toute ingérence dans leurs affaires intérieures.

32. Les domaines prioritaires du développement social sont l'éducation, la santé publique, la sécurité alimentaire et la famille. Son gouvernement a recentré le rôle de l'État et institué une véritable participation citoyenne, ainsi que de nouvelles formes de coopération et de solidarité internationales. Le Nicaragua travaille au rétablissement des droits des citoyens, notamment le droit à la santé, à l'éducation, à un logement décent, à l'emploi, à l'alimentation et à une vie à l'abri de la violence et de la pollution, par exemple en accordant la gratuité de l'éducation à un plus grand nombre d'enfants dans les zones rurales et dans les populations autochtones et en fournissant gratuitement des soins préventifs et des services de soins complets. S'appuyant sur un modèle de sécurité fondé sur la communauté locale, le Nicaragua est parvenu à devenir le pays dans lequel on est le plus en sécurité de l'Amérique centrale. Pour poursuivre ses efforts de développement social, il continue à encourager le dialogue et une action concertée entre les entreprises, les travailleurs, les petits et moyens producteurs et les pouvoirs publics. Ces efforts et ces politiques ont été salués par l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

33. **M. Mohamed** (Libye) dit que plusieurs problèmes graves assombrissent l'avenir du développement social dans beaucoup de pays et que nombreux sont ceux qui, ayant échappé à l'extrême pauvreté, restent pourtant vulnérables et risquent d'y retomber. De nouveaux problèmes ou des problèmes plus graves font obstacle au développement. Pour aider tous les pays à écarter ces obstacles, il faudrait des mesures cohérentes et détaillées, ainsi que des politiques économiques

nationales visant la création d'emplois, la réduction des inégalités sociales, la création d'équipements et l'expansion, d'une façon inclusive, des services de soins de santé de base et de l'éducation. Pour que les pays en développement atteignent les objectifs de développement durable, la communauté internationale doit coordonner plus étroitement son action, créer des partenariats efficaces et fournir une aide au développement.

34. Les objectifs et les cibles définis lors du Sommet mondial pour le développement social n'ont pas été atteints; la coopération et la coordination internationales, en dehors de la création de capacités nationales, devront être intensifiées par des partenariats effectifs avec les pays donateurs. Le développement social est bien une priorité de son gouvernement. Celui-ci s'efforce de protéger et de soutenir la famille, d'améliorer les niveaux de vie, de faire progresser la condition féminine et la participation des femmes à la vie économique, en impliquant les jeunes dans les décisions et en fournissant une formation ou une rééducation adaptée à chaque sexe, tout en visant des groupes tels que les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées dans la planification du développement et dans l'exercice effectif des droits que leur donne la législation nationale. Il souligne la nécessité de respecter la souveraineté, les valeurs et les droits des États, notamment le droit au développement, et de promouvoir la bonne gouvernance. En fin de compte, c'est l'État qui est le premier responsable du développement socioéconomique.

35. **M. Meza-Cuadra Velásquez** (Pérou) dit que son gouvernement a fixé un objectif de cinq ans pour la consolidation d'une démocratie moderne et pour assurer l'accès à des services de qualité et à l'égalité des chances pour tous les Péruviens sans aucune distinction. Le développement social est un élément essentiel du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et doit viser l'autonomisation de tous et édifier des sociétés plus égalitaires, plus participatives et plus justes.

36. **M^{me} Salazar Mujica** (Pérou), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que l'augmentation considérable de la population en âge de travailler au Pérou ouvre de nouvelles possibilités à l'investissement dans la santé publique et l'éducation des jeunes. Pour être des agents de changement, les jeunes – en particulier ceux en situation précaire – doivent disposer des instruments leur permettant de

valoriser leurs aptitudes et leur créativité et prendre des initiatives.

37. Le Pérou a défini un ensemble de directives et de politiques relatives à la jeunesse, notamment un plan national de développement de la jeunesse rédigé avec l'aide de représentants d'organisations de la société civile. Un programme de bourses a été mis en place à l'intention des jeunes chômeurs pauvres et un programme a été créé pour dispenser une formation technique, une aide à l'entreprise et des services de placement à l'intention des jeunes.

38. Il est impératif d'appliquer des politiques qui visent l'égalité entre les hommes et les femmes. L'égalité des sexes et l'émancipation des femmes demeurent illusoire cependant, tant au niveau international qu'au Pérou. La moitié des victimes de féminicide au Pérou avaient moins de 30 ans.

39. **M^{me} Sabia** (État plurinational de Bolivie) dit que son gouvernement reste résolument attaché au développement social dans tous ses aspects. Il a pris les mesures voulues pour remédier à la crise mondiale du capitalisme, équilibrer la croissance économique, redistribuer la richesse et l'investissement public. Cette action a permis de réduire considérablement la pauvreté et l'extrême pauvreté, et la Bolivie est maintenant le pays d'Amérique du Sud où la croissance est la plus rapide. Les entreprises nationalisées dans les secteurs des hydrocarbures et des télécommunications dégagent des recettes qui sont partagées avec le peuple. Des programmes de bons donnant accès à différents services encouragent les enfants à aller à l'école et récompensent les femmes qui demandent des consultations prénatales et postnatales. Avec l'aide de Cuba et du Venezuela, son pays a réalisé une alphabétisation quasi universelle. Un ambitieux plan national pour le logement offre des logements aux familles vulnérables, en particulier les familles autochtones, et 85 % de la population ont maintenant accès à l'eau potable. Les droits des personnes handicapées, des jeunes et des personnes âgées sont protégés par la Constitution de la Bolivie.

40. **M. Pisarevich** (Biélorus) dit que depuis plus de 20 ans, le développement social équitable est l'un des fondements de la politique sociale biélorussienne. Son gouvernement a pu créer un État assez fort pour poursuivre des politiques cohérentes sans interruption – condition de leur succès – et élabore actuellement un modèle de développement orienté vers le social.

Contrairement à la tendance mondiale, l'inégalité des revenus a diminué au Bélarus. Son gouvernement s'attend à ce que l'Assemblée nationale ratifie sans tarder la Convention relative aux droits des personnes handicapées et il a récemment lancé une campagne pour assurer l'exercice effectif des droits des groupes vulnérables que sont, par exemple, les enfants, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH, les réfugiés et les migrants. Les autorités ont systématiquement soutenu l'institution de la famille et considèrent les familles traditionnelles stables comme une condition essentielle du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

41. **M^{me} Pham Thi Kim Anh** (Viet Nam) dit que la communauté internationale et les Nations Unies doivent faire davantage pour assurer l'inclusion politique, sociale et économique de tous conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le développement social est l'une des priorités des dirigeants. Son gouvernement a réalisé l'enseignement universel primaire et secondaire et amélioré la formation professionnelle au niveau du secondaire; il investit abondamment dans les soins de santé dans le but de réaliser une couverture universelle de ceux-ci. Les politiques, les programmes, les lois et institutions encouragent l'inclusion sociale des femmes, des enfants, des personnes handicapées, des personnes âgées et des minorités ethniques.

42. **M. Shulgin** (Fédération de Russie) dit que le succès du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dépendra des mesures précises que prendront les pays pour appliquer les décisions du Sommet mondial pour le développement social; la Commission du développement social devrait continuer à jouer un rôle directeur à cet égard.

43. Malgré une situation économique complexe, la Fédération de Russie remplira ses obligations de développement social. Pour assurer le développement durable, la Fédération s'efforce de renforcer la famille traditionnelle et de trouver notamment un bon équilibre entre vie de travail et vie familiale. En 2016 a eu lieu pour la première fois le concours national de la « famille de l'année ». Les autorités se félicitent des événements récemment organisés pour célébrer l'Année internationale de la famille grâce aux interactions entre le Groupe des Amis de la famille et la société civile, et elles espèrent que l'initiative sera développée plus avant.

44. La Fédération de Russie continue à améliorer la portée et la qualité de l'aide donnée aux personnes âgées, qui représenteront en 2030 30 % de la population. Ses programmes à l'intention de la jeunesse visent avant tout l'adaptation sociale, le développement de l'esprit d'entreprise, le bénévolat, les organisations de la société civile, la coopération internationale, les médias destinés aux jeunes, la tolérance et le sort des jeunes familles; la Fédération est prête à partager sa longue expérience avec les forums régionaux et nationaux de la jeunesse lors du dix-neuvième Festival mondial de la jeunesse et des étudiants en 2017.

45. Les besoins des personnes handicapées font l'objet notamment du programme « Environnement accessible » qui comprend des écoles sans barrière, initiative dans laquelle les programmes et le cadre de 20 % des écoles ont été adaptés aux besoins des enfants handicapés.

46. **M. Ruiz Blanco** (Colombie) dit que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 suppose un engagement constant d'éliminer toutes les formes de pauvreté et de réduire les inégalités en tenant compte des nouveaux problèmes qui mettent en péril des gains fragiles. Pour ne pas faire de laissés pour compte, les États doivent réfléchir aux moyens de créer un environnement dans lequel tous ont les mêmes chances, quelle que soit la situation personnelle ou matérielle de chacun.

47. Par son programme national en faveur des personnes handicapées, la Colombie suit une démarche intersectorielle tendant à insérer pleinement les personnes handicapées dans la vie sociale. La population de la Colombie est l'une des plus jeunes au monde et le pays est particulièrement soucieux de faire en sorte que les jeunes deviennent des agents de changement positif; les autorités s'efforcent donc de renforcer le système national d'aide à la jeunesse qui soutient une éducation de qualité, les sports, la culture et l'esprit d'entreprise et ménage des possibilités de travail décent pour les jeunes. Étant donné le rôle fondamental de la famille dans le développement, la Colombie s'efforce d'améliorer les conditions de vie des familles de toutes sortes, en coordonnant sa politique familiale avec les autres politiques, stratégies et programmes suivis. Le Gouvernement réaffirme son appui au renforcement du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement et à une convention des Nations Unies sur le droit à la vie des

personnes âgées. Fermement convaincue que pour que le développement social soit authentique, il faut concevoir un environnement bâti qui permette à chacun de réaliser pleinement son potentiel, la Colombie attache une importance considérable à la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, toute proche.

48. *M. Glossner (Allemagne), Vice-Président, préside la séance.*

49. **M^{me} Grignon** (Kenya) dit que les gouvernements et la communauté internationale doivent poursuivre l'élan acquis par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Conformément à son modèle de développement centré sur la personne, le Kenya réserve 30 % de tous les marchés publics aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées. Les autorités accordent des crédits et versent des prestations en espèces aux ménages instables ou vulnérables comportant des personnes âgées et dispensent gratuitement aux personnes âgées des soins de santé essentiels adaptés à l'âge. En dehors de la gratuité de l'enseignement primaire et des subventions accordées à l'enseignement secondaire, les autorités appliquent un projet ayant pour but de distribuer aux enfants dans tous les établissements primaires des petits ordinateurs et de former les enseignants à leur utilisation, et elles ont amélioré et élargi les institutions de formation technique et professionnelle. Les mesures prises à l'intention des personnes handicapées sont notamment : une législation faisant obligation aux organismes publics et semi-publics de réserver 5 % des emplois aux personnes handicapées; une amélioration de l'aide au développement de l'entreprise, la scolarisation des élèves handicapés et un programme de formation des enseignants à l'éducation inclusive.

50. La persistance des conflits et du terrorisme dans la Corne de l'Afrique force le Gouvernement kényan à consacrer des milliards de dollars non pas au développement mais à la paix et à la sécurité. Elle engage donc les États Membres et les Nations Unies à aider le Kenya à gérer et résoudre la situation. L'inclusion sociale en soi exige une coopération internationale, des partenariats d'acteurs multiples et la mobilisation des ressources intérieures. Il est donc d'importance critique que les États Membres s'acquittent de leurs obligations en matière d'aide publique au développement et honorent les

engagements pris dans le cadre des partenariats mondiaux pour le développement.

51. **M^{me} Senanayake** (Sri Lanka), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que le vaste programme d'action mené en faveur de la jeunesse dans son pays relève du Ministère des politiques nationales et des affaires économiques et englobe des organisations telles qu'un service national de la jeunesse et une fédération nationale de clubs de jeunes. La gratuité de l'éducation explique que le taux d'alphabétisation dépasse 90 % dans le pays. Cependant, le chômage et le sous-emploi des jeunes demeurent élevés en raison en partie de la nécessité de développer les compétences des jeunes, par exemple en adaptant les programmes de renforcement des qualifications professionnelles au marché du travail et en organisant une initiation à l'informatique. À ce sujet, Sri Lanka est fière d'avoir contribué au lancement de la Journée mondiale des compétences des jeunes.

52. **M. Dulanjana** (Sri Lanka), parlant en sa qualité de délégué de la jeunesse, dit qu'en 2015, avec l'aide du Ministère du développement durable et de la faune et de la flore sauvages, le Centre d'information des Nations Unies à Sri Lanka a lancé une campagne nationale tendant à faire comprendre à la jeunesse les objectifs de développement durable. Sri Lanka est le deuxième pays au monde s'agissant du bénévolat et les jeunes volontaires peuvent être une force motrice du développement durable. Il faut enseigner aux jeunes l'importance de la défense des droits de l'homme, il faut notamment des mesures tendant à augmenter le nombre d'élus au parlement et créer un environnement favorable à l'épanouissement des filles et des enfants handicapés. Les délégués de la jeunesse sri-lankaise s'engagent à travailler à l'émancipation des jeunes et à créer l'environnement nécessaire à leur épanouissement.

53. **M^{me} Oh Youngju** (République de Corée) dit que si l'on veut empêcher de créer des laissés-pour-compte, il importe d'envisager l'impact global de l'action menée. Sur cette base, son gouvernement s'attache à aider les réfugiés et autres personnes déplacées contre leur gré, les personnes handicapées ainsi que les femmes et les filles. Pour les réfugiés, son gouvernement a promis 230 millions de dollars d'aide humanitaire multilatérale pour les trois prochaines années; s'agissant des personnes handicapées, il a apporté son soutien à l'ouverture et à la récente remise

en état du Centre d'accessibilité des Nations Unies, à Bangkok. Le Gouvernement a également financé des projets visant à améliorer la santé et l'éducation des filles dans les pays en développement.

54. Il est indispensable d'encourager et de renforcer des partenariats authentiques avec les principaux acteurs sociaux. Il est essentiel également d'obtenir le concours des jeunes qui, souvent, sont les membres de la société les plus passionnés, les plus audacieux et les plus productifs.

55. **M^{me} Un Hyung Lee** (République de Corée), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que, pour les jeunes, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 concerne l'avenir qu'ils laisseront à leurs propres enfants. L'éducation a aidé les jeunes à réaliser leur potentiel et à se comprendre mutuellement, elle leur permettra de mieux contribuer au développement durable. Il est important aussi de faire participer les jeunes aux décisions sur les questions qui les touchent. Elle-même a vu se produire des changements positifs à cet égard, notamment la création de comités de participation des jeunes, dont 90 % des recommandations générales ont été acceptées par son gouvernement. La jeunesse coréenne reste désireuse de participer à la transformation envisagée du monde.

56. **M^{me} Katanasho** (Norvège), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que les États Membres ont parmi leurs responsabilités celle de protéger les droits des enfants réfugiés, exposés à des dangers tels que la violence, les abus sexuels et la traite. La moitié des enfants réfugiés ne sont pas scolarisés, et ce pourcentage est plus grand encore s'agissant des filles et des enfants handicapés réfugiés. L'éducation n'est pas seulement un droit fondamental, mais c'est aussi le moyen essentiel de permettre aux enfants déplacés de vivre une vie digne. En outre, la sécurité de l'environnement scolaire rend les enfants moins vulnérables à la violence, aux abus sexuels, à la prostitution des enfants et à la traite. Pour terminer, elle engage instamment chaque membre de la Commission à signer la pétition du Haut-Commissariat pour les réfugiés *#WithRefugees*.

57. **M. Tollaksen** (Norvège), parlant en sa qualité de délégué de la jeunesse, dit que les réfugiés LGBTI sont parmi les plus vulnérables. Les États Membres ont la responsabilité de protéger les droits de tous leurs ressortissants et se sont engagés à assurer un

développement durable à tous – y compris donc aux LGBTI. Les délégués de la jeunesse norvégienne engagent instamment tous les États Membres à réexaminer la situation des droits de l'homme des LGBTI, de coopérer avec l'expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination reposant sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle et de prendre en compte ce qu'expriment les LGBTI dans la réalisation des objectifs de développement durable.

58. **M. Qassem Agha** (République arabe syrienne) dit que malgré les objectifs ambitieux du développement social, la pauvreté et la faim n'ont pas disparu et que le chômage a augmenté. Dans certaines parties du monde, l'occupation étrangère compromet la paix et la sécurité, ce qui retarde d'autant le développement social. Après cinq années d'une guerre extrêmement éprouvante, son gouvernement lutte contre le terrorisme et attend que les États Membres honorent leurs engagements. Malgré tous ses efforts, il n'a pas pu enrayer la catastrophe économique. Des groupes armés terroristes financés et soutenus par des États du monde arabe ou extérieurs à celui-ci contrôlent la vente des récoltes et s'attaquent aux équipements, aux hôpitaux, aux lieux de culte et aux sites archéologiques. L'effet négatif de cette destruction systématique est amplifié par une multitude de mesures coercitives unilatérales visant les activités économiques, financières, agricoles, industrielles et sanitaires du pays. Les États-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions qui continuent à léser tous les Syriens, suscitant des pénuries d'aliments, décimant le personnel médical et paralysant les secours et l'aide au développement, à un moment où son gouvernement coopère avec les Nations Unies et avec les organisations humanitaires conformément aux plans convenus d'aide humanitaire aux Syriens.

59. **M^{me} Zahir** (Maldives) dit que l'inclusion sociale est au centre de la politique de développement de son pays. Les autorités ont introduit une caisse universelle d'assurance maladie et l'éducation est gratuite pour tous les enfants jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Pour exploiter au mieux le potentiel que représentent les jeunes, qui constituent près de la moitié de la population maldivienne, les autorités ont créé de nouvelles possibilités d'enseignement supérieur, des installations de loisirs et de sports, elles ont rééduqué et réintégré les toxicomanes et financé de jeunes entreprises. Aux

Maldives, la loi stipule l'égalité de rémunération entre hommes et femmes, interdit la discrimination basée sur le sexe sur le lieu de travail, garantit l'égalité des chances des femmes et des hommes et protège les femmes contre la violence sexuelle et sexiste. Les personnes handicapées ont les mêmes droits que les autres en vertu de la Constitution et leurs droits sont élargis et appliqués aux termes d'une loi sur la protection de ces personnes.

60. Étant donné l'impact disproportionné du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur les populations vulnérables, il est essentiel d'intégrer dans les politiques de développement social des mesures d'adaptation au changement climatique.

61. **M. Sevilla Borja** (Équateur) dit que les progrès inégaux réalisés s'agissant de l'emploi, de la productivité et de l'intégration sociale retardent l'action menée pour éliminer la pauvreté et réaliser les autres objectifs de développement social. La lutte contre la pauvreté est un impératif moral car, pour la première fois dans l'histoire, la pauvreté n'est pas due à une pénurie de ressources ou à des facteurs naturels, mais uniquement à l'action de systèmes injustes d'exclusion, et à l'opposition de certaines élites à l'élimination des causes structurelles du phénomène. L'Équateur s'est donc donné un programme de développement qui place la personne humaine avant le capital et encourage une répartition plus équitable des revenus et de la richesse dans une société et entre les sociétés.

62. L'existence de la fraude fiscale et des paradis fiscaux, qui ne peuvent être éliminés que moyennant une volonté politique, démontre que le développement est fondamentalement un problème politique. Son gouvernement est préoccupé d'apprendre que des centaines de milliards de dollars sont dissimulés alors qu'ils pourraient être utilisés pour le développement.

63. Le modèle équatorien du développement repose sur l'idée que les gens doivent vivre sans céder aux excès de la société de consommation. En investissant massivement dans le développement social, l'Équateur édifie progressivement une société plus équitable. Étant donné l'importance du respect des droits des personnes handicapées, le Gouvernement a procédé à des changements essentiels visant leur insertion sociale, mais beaucoup reste encore à faire. Il continuera à travailler à une société plus inclusive en

encourageant l'intégration, les services et les avantages accordés aux groupes historiquement exclus tels que les personnes d'ascendance africaine, les populations autochtones, les femmes, les réfugiés et les migrants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants et les adolescents.

64. *M^{me} Mejía Vélez (Colombie) reprend la présidence de la séance.*

65. **M. Khiari** (Tunisie) dit que pour réaliser le développement durable il faut surmonter les préjugés et réformer les institutions, ce qui suppose une vraie volonté politique et de nombreuses initiatives nationales et internationales concrètes. Le développement et le bien-être des Tunisiens occupent une place centrale dans le nouveau plan quinquennal de la Tunisie, dont le but est de promouvoir la bonne gouvernance, une économie verte, le développement régional, la transformation d'une économie à faibles coûts en un véritable pôle économique, ainsi que le développement humain et social. La politique de développement social de la Tunisie repose sur l'égalité des chances, l'élimination de l'exclusion et de la marginalisation, la solidarité entre groupes sociaux, régions et générations et le respect des droits de l'homme. Comme l'économie et la sécurité de la Tunisie sont fragiles, des mesures d'urgence ont récemment été annoncées, et notamment des aides publiques au recrutement de jeunes diplômés d'université en chômage (« contrats de dignité ») et un programme subventionné de logement pour les plus pauvres et les plus vulnérables.

66. **M. Barros Melet** (Chili) dit que si son pays a bien atteint l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la pauvreté, il n'a pas pour autant complètement éliminé la pauvreté qui affecte de manière disproportionnée les enfants et les adolescents, les membres des populations autochtones et la population rurale. Comme le revenu n'est que l'une des dimensions de la pauvreté, on a mis au point au Chili une méthode de mesure de la pauvreté multidimensionnelle. Son gouvernement s'efforce de renforcer le système de protection sociale en mettant en place des filets de sécurité dans l'éducation, la santé et l'emploi. S'appuyant sur des améliorations régulières de l'éducation dans le pays, le Gouvernement applique des réformes tendant à assurer l'accès gratuit à une éducation de qualité pour tous et il a récemment fait voter une loi assurant la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire et interdisant aux établissements

colaires financés par les fonds publics de faire des profits, d'exercer une discrimination ou de demander des paiements parallèles. Le Chili a réalisé des améliorations considérables s'agissant des taux de mortalité maternelle et infantile, de l'espérance de vie et de divers autres indicateurs.

67. L'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes est une question urgente au Chili. Il faut notamment pour cela rendre plus équitable l'accès au marché du travail, améliorer la participation des femmes à faible revenu, relever les salaires des femmes et créer des mécanismes permettant aux travailleuses de négocier avec leur employeur. Pour encourager l'égalité, le Gouvernement chilien a créé le Ministère de la condition féminine et de l'égalité entre les sexes et lancé des programmes de formation des femmes. Enfin, le Chili applique aussi les normes internationales de transparence et d'accès à l'information, pour aider les Chiliens à exercer leurs droits.

68. **M. Skinner-Klee Arenales** (Guatemala) dit que des méthodes entièrement nouvelles sont nécessaires pour résoudre au mieux les problèmes de plus en plus complexes et liés entre eux que sont la montée des inégalités, l'augmentation des flux migratoires et le changement climatique. Les inégalités prononcées qui caractérisent les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans leur ensemble sont encore plus accusées dans un pays pluriethnique, multiculturel et multilingue. Pour cette raison, le Guatemala soutient activement le Groupe des Amis de l'objectif de développement durable 10 sur la réduction des inégalités. Pays à revenu intermédiaire, le Guatemala doit faire face à d'autres difficultés importantes, notamment l'emploi des jeunes, le travail décent pour tous, la nécessité d'une éducation culturellement pertinente, les soins de santé et la protection sociale. On continue à appliquer divers programmes sociaux au profit des Guatémaltèques très pauvres, notamment des prestations sous condition de revenu en faveur de l'éducation et de la santé, des cartes d'alimentation, des cantines publiques, des activités extrascolaires destinées aux jeunes à risque et des subventions pour l'éducation et l'emploi.

69. Les personnes handicapées ne souffrent pas seulement de la pauvreté, mais aussi de la difficulté d'accès à certains services publics exclusifs. Désireux d'éliminer les obstacles auxquels elles se heurtent, le Guatemala a ratifié le Traité de Marrakech visant à

faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées.

70. Il souligne l'importance d'investissements soutenus et adéquats en faveur de la jeunesse et de la collaboration destinée à garantir une participation dans tous les secteurs, qui doit offrir aux jeunes toutes les chances possibles. Il souligne aussi combien il importe de promouvoir et de protéger les droits des personnes âgées. Prenant note de l'entrée en vigueur récente de la Convention interaméricaine sur la protection des droits de l'homme des personnes âgées, il demande que l'on fasse davantage pour élaborer une convention internationale relative à ces droits.

71. **M^{me} Afzal** (Pays-Bas), parlant en sa qualité de déléguée de la jeunesse, dit que 25 ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, plus de 200 millions d'enfants dans le monde ne peuvent toujours pas exercer leurs droits. Il appartient à chaque État Membre de réévaluer la situation à l'intérieur de ses propres frontières. Même aux Pays-Bas, les enfants qui se trouvent dans les centres d'urgence pour les réfugiés sont privés d'éducation.

72. On pense souvent par erreur que l'application des objectifs de développement durable incombe uniquement aux gouvernements et aux entreprises. Beaucoup pourrait être fait par des individus motivés – notamment des jeunes, dont la réflexion sort souvent des sentiers battus – et il faut chercher à les motiver. Ignorer les jeunes, qui constituent une proportion importante de la population mondiale, est absurde.

73. En 2015, c'est l'État islamique en Iraq et au Levant qui a organisé la plus vaste mobilisation de jeunes dans le monde. Des problèmes tels que la discrimination, l'insuffisance des services sociaux et des moyens d'éducation rendent ces jeunes vulnérables à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Les États où habitent ces jeunes ont échoué à pourvoir à leurs besoins, et ce sont ces mêmes États qui doivent donc trouver les moyens de faire mieux. La résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité sur la jeunesse et la paix et la sécurité devrait encourager les acteurs dans le secteur de la sécurité à parler aux jeunes qui sont touchés par les causes profondes des conflits, démystifier leur réflexion politique et créer des relations de confiance.

La séance est levée à 18 heures.